



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Logement social

Question au Gouvernement n° 1813

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Monique Rousseau.

Mme Monique Rousseau. Ma question s'adresse à M. le ministre délégué au logement.

Monsieur le ministre, sous la direction du Premier ministre, et suivant les engagements pris par le Président de la République, la réforme est la règle que vous appliquez en matière de politique du logement. Et c'est une bonne chose ! (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Nos adversaires ne savent pas, eux, ce que c'est que réformer !

Après le prêt à taux zéro, dont c'était la semaine dernière le premier anniversaire et qui rencontre un immense succès auprès de nos concitoyens les plus modestes (Rires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste), après le plan d'urgence pour le logement des plus démunis dont les objectifs sont tenus,...

M. Jean-Pierre Kucheida. Vous êtes les fossoyeurs du logement social !

Mme Monique Rousseau. ... après l'amortissement fiscal dont les professionnels du logement apprécient la portée, vous venez d'annoncer une réforme des aides de l'État à la construction des logements sociaux PLA, entrée en vigueur le 1er octobre, qui perpétue le système de financement.

M. Didier Boulaud. C'est du blablabla !

Mme Monique Rousseau. J'ai entendu l'autre jour un ancien Premier ministre socialiste (Ah ! sur les bancs du groupe socialiste) dont on connaît le conservatisme, parler de « casse » et de « désengagement massif de l'État en matière de logement social ». (Eh oui ! sur les bancs du groupe socialiste. - Huees sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Monsieur le ministre, pouvez-vous, s'il vous plaît, dissiper les inquiétudes que certains sont tentés d'entretenir à d'autres fins (Rires sur les bancs du groupe socialiste) sur cet éventuel désengagement de l'État ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au logement.

M. Jean-Pierre Kucheida. Le fossoyeur !

M. le président. Allons chers collègues ! Laissez parler le ministre !

M. Pierre-André Perissol, ministre délégué au logement. Effectivement, au nom des socialistes, M. Fabius, la semaine dernière, a parlé de « casse » du logement. (Eh oui ! sur les bancs du groupe socialiste.)

Eh bien, parlons-en !

Qui s'est attaqué au problème des plus démunis ? Ce n'est pas eux...

M. Jean-Pierre Brard. C'est vous qui avez fait des démunis !

M. le ministre délégué au logement. ... c'est nous, qui avons réalisé en dix-huit mois 20 000 logements pour les plus démunis !

Qui a requisitionné ? Ils en ont parlé, nous l'avons fait ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Qui a cassé l'accès social à la propriété ? (« Eux ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) Ce sont les gouvernements socialistes qui, entre 1988 et 1992, ont divisé par cinq le nombre des accédants à la propriété.

Qui a multiplié par quatre le nombre des accédants en quinze mois ? («C'est nous !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) C'est nous ! (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Qui a cassé l'investissement locatif privé et fait flamber la spéculation immobilière ? («C'est eux !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) C'est eux.

Qui a assuré la parité fiscale ? («C'est nous !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) C'est nous.

Qui a abaissé de 20 % le prix de l'argent qu'empruntent les organismes HLM pour construire ou réhabiliter ? («C'est nous !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) C'est nous ! (Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Et qui a permis que l'immobilier reparte ? («C'est nous !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) C'est nous.

Alors, à chacun sa spécialité : à eux la casse ; à nous la construction du droit au logement ! Merci pour votre soutien. (Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à Mme Monique Rousseau.

Mme Monique Rousseau. Ma question s'adresse à M. le ministre délégué au logement.

Monsieur le ministre, sous la direction du Premier ministre, et suivant les engagements pris par le Président de la République, la réforme est la règle que vous appliquez en matière de politique du logement. Et c'est une bonne chose ! (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Nos adversaires ne savent pas, eux, ce que c'est que réformer !

Après le prêt à taux zéro, dont c'était la semaine dernière le premier anniversaire et qui rencontre un immense succès auprès de nos concitoyens les plus modestes (Rires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste), après le plan d'urgence pour le logement des plus démunis dont les objectifs sont tenus,...

M. Jean-Pierre Kucheida. Vous êtes les fossoyeurs du logement social !

Mme Monique Rousseau. ... après l'amortissement fiscal dont les professionnels du logement apprécient la portée, vous venez d'annoncer une réforme des aides de l'État à la construction des logements sociaux PLA, entrée en vigueur le 1^{er} octobre, qui en perpétue le système de financement.

M. Didier Boulaud. C'est du blablabla !

Mme Monique Rousseau. J'ai entendu l'autre jour un ancien Premier ministre socialiste (Ah ! sur les bancs du groupe socialiste) dont on connaît le conservatisme, parler de «casse» et de «désengagement massif de l'État en matière de logement social». (Eh oui ! sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Monsieur le ministre, pouvez-vous, s'il vous plaît, dissiper les inquiétudes que certains sont tentés d'entretenir à d'autres fins (Rires sur les bancs du groupe socialiste) sur cet éventuel désengagement de l'État ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au logement.

M. Jean-Pierre Kucheida. Le fossoyeur !

M. le président. Allons chers collègues ! Laissez parler le ministre !

M. Pierre-André Perissol, ministre délégué au logement. Effectivement, au nom des socialistes, M. Fabius, la semaine dernière, a parlé de «casse» du logement. (Eh oui ! sur les bancs du groupe socialiste.)

Eh bien, parlons-en !

Qui s'attaque au problème des plus démunis ? Ce n'est pas eux...

M. Jean-Pierre Brard. C'est vous qui avez fait des démunis !

M. le ministre delegue au logement. ... c'est nous, qui avons realise en dix-huit mois 20 000 logements pour les plus demunis !

Qui a requisitionne ? Ils en ont parle, nous l'avons fait ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Qui a casse l'accession sociale a la propriete ? («Eux !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Ce sont les gouvernements socialistes qui, entre 1988 et 1992, ont divise par cinq le nombre des accedants a la propriete.

Qui a multiplie par quatre le nombre des accedants en quinze mois ? («C'est nous !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) C'est nous ! (Applaudissements sur les memes bancs.)

Qui a casse l'investissement locatif prive et fait flamber la speculation immobiliere ? («C'est eux !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) C'est eux.

Qui a assure la parite fiscale ? («C'est nous !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) C'est nous.

Qui a abaisse de 20 % le prix de l'argent qu'empruntent les organismes HLM pour construire ou rehabiliter ? («C'est nous !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) C'est nous ! (Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Et qui a permis que l'immobilier reparte ? («C'est nous !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) C'est nous.

Alors, a chacun sa specialite: a eux la casse; a nous la construction du droit au logement ! Merci pour votre soutien. (Applaudissements vifs et prolonges sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Données clés

Auteur : [Mme Rousseau Monique](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1813

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : logement

Ministère attributaire : logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 octobre 1996, page 5182

Réponse publiée le : 9 octobre 1996, page 5182

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 octobre 1996